

Brochure n° 3345

Convention collective nationale

IDCC : 2636. – **ENSEIGNEMENT, ÉCOLES SUPÉRIEURES
INGÉNIEURS ET CADRES
(FESIC)**

AVENANT DU 13 NOVEMBRE 2009
RELATIF À LA MISE À JOUR DE LA CONVENTION
NOR : *ASET1050107M*
IDCC : 2636

PRÉAMBULE

Dans le souci de rendre plus lisible leur convention collective de branche et pour supprimer les dispositions rendues obsolètes notamment par l'évolution de la législation, les parties signataires ont décidé d'apporter les modifications suivantes à la convention collective nationale du 5 décembre 2006, enseignement, écoles supérieures ingénieurs et cadres (FESIC).

Le présent accord comprend deux parties :

- les modifications de différents articles ;
- dispositions diverses.

I. – Articles modifiés de la convention collective

Article 2 : le renvoi à l'« annexe I » est remplacé par un renvoi à l'« annexe I A ».

Cet article est complété par une parenthèse ajoutée à la fin de l'article : « (annexe I B, règlement spécifique : charte de l'UGEI GP) ».

Article 5 : le titre devient « Droit syndical et représentation du personnel ».

Article 5.1 :

- alinéa 1 : la référence au livre IV devient « livre I^{er} de la partie II » ;
- alinéa 3 : « L. 412-2 » devient « L. 2141-5 ».

Article 5.2 : les articles 5.2.1 et 5.2.2 sont supprimés et remplacés par le texte suivant :

« Le droit syndical s'exerce conformément aux dispositions du code du travail. »

Article 5.3 : après « comité d'entreprise », ajouter « la délégation unique du personnel si elle existe ».

Article 5.4 : afin de le rendre plus lisible, le second alinéa est remplacé par :

« Pour les chargés d'enseignement-intervenants non permanents (tels que décrits au titre III) et afin que la participation aux travaux des commissions paritaires n'entraîne pas de perte de salaire, il est convenu :

- que les heures d'enseignement qui n'auraient pu être effectuées seront déplacées (et donc rémunérées) en respectant les délais de prévenance de l'article 6.1 ;
- que les heures de participation aux réunions seront rémunérées comme les heures prévues à l'annexe II B pour les réunions pédagogiques ;
- que dans le cas exceptionnel où l'établissement n'aurait pu déplacer les heures d'enseignement, les heures de réunion seraient rémunérées au tarif prévu au contrat de travail. »

L'alinéa 3 est remplacé par :

« Ces salariés informent leur employeur de leur participation à ces commissions au moins 8 jours francs avant la date de la réunion (sauf impossibilité liée à la fixation tardive de la date de réunion) et dans un délai compatible avec le délai de prévenance prévue à l'article 6.1. »

Alinéa 4 : ajouter « également » après « valent ».

Article 5.5 : alinéa 1, après « délégués syndicaux », ajouter « représentants syndicaux et membres de la délégation unique du personnel ».

Article 6.1 : afin de le rendre plus lisible, cet article est ainsi rédigé :

« Article 6.1.1. Dispositions communes

L'engagement se fait par écrit, en double exemplaire. Il doit spécifier la qualification de l'intéressé et la fonction qui sera exercée, la nature du contrat, la durée de la période d'essai, la durée du travail, les conditions de rémunération, le régime de retraite complémentaire, le régime de prévoyance et, éventuellement, l'énumération des avantages acquis. »

Alinéa 2 : sans changement.

Alinéa 3 : sans changement.

Alinéa 4 : sans changement.

« Article 6.1.2. Dispositions complémentaires relatives au travail à temps partiel

Le contrat de travail à temps partiel doit obligatoirement mentionner l'ensemble des dispositions résultant de l'article L. 3123-14 du code du travail.

Conformément aux dispositions découlant des articles L. 3123-17 et L. 3123-18 du code du travail, le nombre maximum d'heures complémentaires effectuées par un salarié à temps partiel au cours d'une même semaine

ou d'un même mois est de 10 % de la durée du travail prévue au contrat. Ce nombre peut être porté par accord d'entreprise à 1/3 de la durée prévue au contrat. »

Alinéa 3 : « Les heures complémentaires... » (la suite sans changement).

Alinéa 4 : « Les salariés à temps partiel bénéficient... » (la suite sans changement).

Alinéa 5 : « Les salariés à temps partiel seront traités... » (la suite sans changement).

Alinéa 6 : « Le temps de travail quotidien sera conforme aux dispositions issues de l'article L. 3123-16 du code du travail... » (la suite sans changement).

Article 6.1.3. Cas particuliers :

« Des dispositions propres aux cadres... » (la suite sans changement).

« Des dispositions propres aux chargés... » (la suite sans changement).

Article 6.2, alinéa 2 : remplacer la référence « L. 212-3 » par « L. 1223-7 ».

Article 6.5 : dans le premier alinéa, ajouter un point après « cadres de direction ». Le reste de la phrase est remplacé par les dispositions suivantes :

« Pour les autres salariés, les dispositions prévues à l'article L. 1221-19 du code du travail sont applicables soit au maximum 2 mois pour les ouvriers et employés, 3 mois pour les agents de maîtrise et les techniciens, 4 mois pour les cadres. »

Dans le second alinéa, le membre de phrase commençant par « ou, au contraire... » est supprimé.

Le troisième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :

« Conformément aux dispositions des articles L. 1221-25 et L. 1221-26 du code du travail, et sauf en cas de faute grave ou lourde, l'employeur qui veut mettre fin à la période d'essai doit prévenir le salarié dans un délai qui ne peut être inférieur à :

- 24 heures en deçà de 8 jours de présence ;
- 48 heures entre 8 jours et 1 mois de présence ;
- 2 semaines après 1 mois de présence ;
- 1 mois après 3 mois de présence. »

Il est ajouté l'alinéa suivant :

« Conformément aux dispositions du code du travail, le salarié qui met fin à sa période d'essai respecte un délai de prévenance de 48 heures, délai ramené à 24 heures si la durée de présence dans l'entreprise est inférieure à 8 jours. »

Il est ajouté un dernier alinéa :

« Pour les CDD, les règles légales relatives à la rupture pendant la période d'essai s'appliquent. »

Article 7 : après « d'un commun accord », ajouter « soit par consentement mutuel ».

Article 7.1, point 2 : à la fin du dernier alinéa, après « indemnité », ajouter « sur justification de la liquidation de ses droits ».

Article 7.5 : la seconde phrase du premier alinéa et les 3 tirets suivants sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Cette indemnité est fixée conformément aux dispositions du code du travail (art. R. 1234-4) à la date de signature du présent accord, est calculée en fonction de l'ancienneté du salarié dans l'établissement :

- de 1 à 10 ans : 1/5 de mois par année d'ancienneté ;
- au-delà de 10 ans : il est ajouté au montant précédent 2/15 de mois par année d'ancienneté supplémentaire. »

L'alinéa suivant est supprimé.

Le dernier alinéa est supprimé.

Article 7.6 : supprimer la fin « sauf avis contraire de l'intéressé ».

Article 7.7 : « L. 212-3 » est remplacé par « L. 1222-7 » ; « L. 122-14 à L. 122-17 » sont remplacés par « L. 1232-1 à L. 1232-6 ».

Article 10.1 : alinéa 2, remplacer « L. 221-4 » par « L. 3132-2 ».

Article 10.2 : alinéa 2, remplacer « L. 223-4 » par « L. 3141-5 ».

Alinéa 5 : remplacer « L. 223-7 » par « L. 3141-14 ».

Alinéa 6 : remplacer « L. 223-7 et L. 223-8 » par « L. 3141-13 à L. 3141-20 ».

L'article 10.4 actuel est remplacé par :

« Article 10.4

Congés non rémunérés pour événements familiaux

Des congés non rémunérés pour événements familiaux sont accordés conformément aux dispositions du code du travail :

- congé pour enfant malade : L. 1225-61 du code du travail ;
- congé de présence parentale : L. 1225-62 du code du travail ;
- congé de solidarité familiale et de soutien familial : articles L. 3142-16 à L. 3142-31 du code du travail. »

Les articles actuels 10.4 et 10.5 deviennent les articles 10.5 et 10.6.

Article 12 : la référence à « L. 212-4-4 » est remplacée par « L. 3121-19 ».

Celle à « L. 212-4-2 » est remplacée par « L. 3123-2 ».

Article 13.1 : la référence à « L. 932-2 » est remplacée par « L. 6321-2 ».

Article 13 bis : le paragraphe correspondant au premier tiret et commençant par « un contrat d'adhésion... » est supprimé.

Article 14 :

Il est ajouté, après le second alinéa, l'alinéa suivant :

« Le contrat de travail des enseignants et enseignants chercheurs doit en outre spécifier la charge globale de travail et sa répartition dans l'année universitaire. »

La référence à « L. 212-4-3 » est remplacée par « L. 3123-17 ».

La référence à l'article 6.1 est remplacée par « 6.1.2 ».

Article 18 : au sixième alinéa, la référence à « L. 212-4 » est remplacée par « L. 3121-1 ».

Article 17.2 : alinéa 4 : la référence à « L. 212-8 » est remplacée par « L. 3122-9 à L. 3122-18 » ; celle à « L. 212-4-6 » par « L. 3123-14 ».

Article 17.5.1 : le paragraphe correspondant au dernier tiret et commençant par « communiquer annuellement... » ainsi que le dernier alinéa sont supprimés.

Article 19.2 : le membre de phrase commençant par « ou au contraire... » est supprimé.

Article 19.3.1 : les références à « L. 122-11 » et « D. 121-1 » sont remplacées par « L. 1242-2 et D. 1242-1 ».

Article 19.3.2 : remplacer la référence « L. 786 » par « L. 731-18 du code de l'éducation ».

Article 22.1 : remplacer « L. 132-12 » par « L. 2241-1 et suivants ».

Article 22.2 : remplacer « L. 132-12 » par « L. 2241-1 ».

L'annexe I de la convention collective devient « annexe I A ».

Il est ajouté une « Annexe I B, règlement spécifique : charte de l'UGEI GP ».

« Annexe I B

Charte UGEI groupement professionnel

L'épanouissement des élèves et des personnels de nos membres s'appuie sur la solidarité, le mérite individuel et l'implication collective.

Laïcité républicaine, mérite individuel, solidarité collective, indépendance d'esprit et promotion des valeurs du travail et de l'effort fondent notre projet et guident nos actions.

Projet harmonieux

Le dialogue permanent nourrit notre enrichissement mutuel et autorise une progression collective respectueuse de nos spécificités individuelles.

Le respect de chacun au sein d'une organisation transparente traduit notre engagement commun au service de tous. Nul n'est laissé en chemin pour de strictes questions de moyens matériels et/ou financiers, dès l'instant où il respecte nos valeurs.

Enthousiasme scientifique

Nos responsables défendent l'autonomie des sciences et des techniques dans leurs dimensions conceptuelle, théorique et pédagogique. Les choix scientifiques, technologiques et pédagogiques obéissent au respect de l'être humain. Innovation pédagogique, progrès technologique et recherche scientifique demeurent au service de tous.

Notre enthousiasme scientifique et pédagogique se traduit quotidiennement :

- par une volonté d'excellence, d'exactitude, d'audace, de clarté, d'innovation et de performance ;
- par la mutualisation des efforts tendant à valoriser les résultats de nos quêtes scientifiques comme de nos innovations pédagogiques ;
- par une recherche qui doit se développer constamment, des synergies accrues entre nos membres comme avec nos partenaires universitaires français et étrangers, des collaborations permanentes avec les entreprises dans leurs efforts de recherche et développement.

Développement solidaire

Notre autonomie à l'égard des institutions publiques ou privées, dans tous domaines, assure sa crédibilité, sa cohésion et sa force. Nos actions s'opèrent également dans le respect de celles de l'Etat, afin de concilier les objectifs de notre institution avec l'intérêt général.

La mutualisation de nos moyens et de nos actions autorise chacun à affirmer son appartenance à l'institution, à favoriser son implication dans le fonctionnement optimal de l'organisation et à bénéficier des résultats positifs qui en découlent, tant individuellement que collectivement.

Notre solidarité s'applique également à l'égard de tiers, publics ou privés, dans le cadre d'actions concertées, toujours respectueuses de nos principes. »

Annexe II A :

Dans le second tableau de l'annexe II A, et afin de le rendre plus lisible, sont insérés dans la première colonne les rappels des catégories correspondant aux différents niveaux : « 1 pour le niveau VI ; 2 pour le niveau V ; 3 pour le niveau IV ; 4 pour le niveau III ; 5 pour le niveau II ; 6, 7, 8, 9, 10, pour le niveau I ».

II. – Dispositions diverses

Le texte du présent accord sera déposé par la FESIC auprès des services du ministère chargé du travail et au conseil des prud'hommes de Paris.

Le présent accord entrera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2010.

Fait à Paris, le 13 novembre 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FESIC ;

UGEI GP.

Syndicats de salariés :

FEP CFDT ;

SNEC CFTC ;

SNPEFP CGT ;

SPELC ;

SYNEP CFE-CGC.